

**Assemblée générale**

Distr. générale
23 avril 2015
Français
Original : espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-septième session,
26-30 août 2013**

N° 31/2013 (Paraguay)

Communication adressée au Gouvernement le 26 novembre 2012

**Concernant : Lucía Agüero Romero, Felipe Nery Urbina Gamarra,
Luis Olmedo Paredes, Arnaldo Quintana, Alcides Ramírez Paniagua,
Juan Carlos Tillería, Richard Ariel Barrios Cardozo (mineur de moins
de 15 ans), Felipe Benítez Balmori, Adalberto Castro, Néstor Castro,
María Fanny Olmedo, Dolores López Peralta et Arnaldo Quintana**

**Le Gouvernement a répondu à la communication
du Groupe de travail le 25 janvier 2013.**

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102, lequel a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. La communication concerne les personnes ci-après, toutes de nationalité paraguayenne :

a) Lucía Agüero Romero, âgée de 27 ans, veuve et mère de deux enfants mineurs, paysanne poursuivant des études, domiciliée à Asunción (département Central);

b) Felipe Nery Urbina Gamarra, âgé de 50 ans, domicilié dans la municipalité d'Yvy Pyta, district de Curuguaty (département de Canindeyú);

c) Luis Olmedo Paredes, âgé de 21 ans, domicilié à Ybycu'í (département de Paraguari);

d) Arnaldo Quintana, âgé de 18 ans, domicilié dans le district de Curuguaty;

e) Alcides Ramírez Paniagua, âgé de 18 ans, domicilié dans le district de Curuguaty;

f) Juan Carlos Tillería, âgé de 39 ans, paysan, domicilié dans le district d'Ybycu'í;

g) Richard Ariel Barrios Cardozo, mineur de moins de 15 ans;

h) Felipe Benítez Balmori, âgé de 57 ans, paysan, domicilié dans la municipalité d'Yvy Pyta;

i) Adalberto Castro, âgé de 24 ans, domicilié dans la municipalité d'Yvy Pyta;

j) Néstor Castro, majeur, domicilié dans la municipalité d'Yvy Pyta, incarcéré au Pénitencier La Esperanza, à Asunción;

k) María Fanny Olmedo, âgée de 19 ans, domiciliée dans le district de Curuguaty;

l) Dolores López Peralta, âgée de 22 ans, originaire du district de Curuguaty;

m) Arnaldo Quintana, âgé de 18 ans, domicilié dans le district de Curuguaty.

4. La source affirme que les personnes susmentionnées ont été placées en détention à l'issue d'une opération de police menée aux fins de perquisition de l'exploitation de Marina Cué, dans le district de Curuguaty, et d'expulsion de ses occupants, le 15 juin 2012.
5. Selon la source, le titre de propriété de l'exploitation de Marina Cué fait l'objet d'une contestation en justice. Alors qu'une requête en nullité était en instance près la Cour suprême de justice du Paraguay contre la société Campos Morumbi SA Comercial y Agropecuaria, un juge a, à la demande d'un membre du Bureau du Procureur, délivré de façon irrégulière et illégale, un mandat de perquisition de l'exploitation et d'expulsion de ses occupants, lesquels font valoir que l'entreprise susnommée ne dispose pas de titres de propriété sur celle-ci.
6. L'opération, menée aux premières heures du 15 juin 2012, aurait mobilisé plus de 400 policiers, 20 patrouilleurs et agents de la police montée et de la police anti-émeute, avec l'appui de plusieurs hélicoptères. Onze paysans et six policiers ont été tués au cours des affrontements et 80 personnes blessées, dont M^{me} Agüero Romero, qui a reçu une balle à la jambe.
7. Les personnes susmentionnées et 41 autres paysans auraient été accusés des infractions suivantes : homicide volontaire, tentative d'homicide, lésions corporelles graves, association de malfaiteurs, coercition grave, coercition, et violation de propriété.
8. La source indique que ces personnes ont été battues et soumises à de mauvais traitements après leur placement en détention. Certaines auraient même été torturées.
9. Le jeune Richard Ariel Barrios Cardozo aurait également été interpellé au cours de ces événements et sévèrement battu. Il est actuellement incarcéré au Centre de détention pour mineurs de Villarrica. Il aurait présenté une requête en *habeas corpus* sur laquelle la justice n'aurait pas statué.
10. Le 25 septembre 2012, MM. Urbina Gamarra, Olmedo Paredes, Quintana, Ramírez Paniagua et Tillería ainsi que M^{me} Agüero Romero ont entamé une grève de la faim pour protester contre la lenteur de l'enquête et les irrégularités des poursuites judiciaires engagées à leur encontre. Durant cinquante-neuf jours, ils n'ont plus ingéré que de l'eau. M^{me} Agüero Romero aurait perdu 14 kg et souffrirait d'hypotension artérielle.
11. Compte tenu de la détérioration de leur état de santé, ces personnes auraient été transférées de la prison Coronel Oviedo à l'hôpital national d'Itagua.
12. La source affirme que la décision A.J.N. n° 292 rendue par le juge pénal des garanties (*Juez penal de garantías*) de Curuguaty le 16 juin 2012 aux fins de placement en détention préventive n'est fondée ni en droit ni en fait alors qu'en vertu de la législation paraguayenne, les juges sont tenus de motiver leurs décisions et de veiller à ce qu'elles soient conformes au droit national et international afin de garantir le droit à une procédure régulière. Le juge chargé de contrôler la légalité de la procédure n'a pris aucune mesure pour remédier à cette grave omission.
13. Le Bureau du Procureur général (*Fiscalía General de la República*) n'aurait présenté aucun élément à charge contre les intéressés et le juge n'a tenu compte d'aucun des éléments à décharge qui auraient permis de disculper plusieurs prévenus et de les libérer. La source affirme que l'un d'eux n'était même pas présent sur les lieux au moment des faits le jour en question et qu'ils ont été arrêtés au simple motif que leur nom figurait sur un ancien registre des habitants de la localité.
14. La procédure serait entachée de graves omissions et contradictions. La source affirme que le procureur chargé de l'action publique dans cette affaire entretiendrait

des liens sociaux avec la famille Riquelme, qui aurait des vues sur les terres de ladite exploitation. La procédure judiciaire n'avance pas et le manque d'indépendance et d'efficacité dont ont fait preuve les autorités d'enquête susciterait de nombreuses interrogations.

15. La source considère que les événements de Marina Cué s'inscrivent dans le cadre d'un conflit préoccupant portant sur des terres agricoles situées dans la région sud-est du Paraguay, qui oppose des secteurs agricoles brésiliens spécialisés dans la culture du soja proches des autorités locales et des membres des communautés autochtones du peuple aché dont l'habitat forestier et les terres sont déboisés et occupés par des entreprises agroexportatrices.

16. Le peuple autochtone aché aurait dénoncé en vain ces faits ainsi que les expulsions dont ses membres feraient l'objet. Dans les demandes, il est affirmé que les pesticides et les polluants chimiques utilisés par les entreprises agroexportatrices auraient des effets néfastes sur la santé des enfants.

17. La source indique également que le 24 novembre 2012, à l'aube, la police anti-émeute aurait violemment délogé des groupes de manifestants installés devant le Bureau du Procureur général d'Asunción pour protester contre le placement en détention des paysans inculpés et l'absence d'enquête sur les personnes revendiquant la propriété et la jouissance des terres en question. Un policier aurait aspergé de gaz lacrymogène le visage d'une manifestante. Cette opération aurait été menée hors la présence d'un représentant du Bureau du Procureur général, en violation de la loi paraguayenne. Quatorze manifestants ont été blessés par des balles en caoutchouc; d'autres ont reçu des coups et fait état de contusions, y compris de fractures.

18. Le Groupe de travail a également appris que le Rapporteur spécial sur la torture et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires avaient adressé un courrier le 10 octobre 2012 au Gouvernement paraguayen au sujet d'allégations concernant les événements survenus le 15 juin à Curuguaty, resté à ce jour sans réponse.

19. La source considère que le placement en détention des intéressés, dont certains ne se trouvaient pas sur le lieu des faits, s'explique par leurs origines paysannes et s'inscrit dans le cadre de la lutte menée par le peuple autochtone aché pour l'exercice de ses droits. La décision de perquisitionner l'exploitation de Marina Cué et d'en expulser les occupants a été prise de façon irrégulière alors qu'une requête en nullité était en instance près la Cour suprême de justice. L'ordonnance de placement en détention à titre de mesure préventive du 16 juin 2012 est dénuée de tout fondement juridique ou factuel et est contraire à la législation paraguayenne qui requiert des juges qu'ils motivent leurs décisions et veillent à ce qu'elles soient conformes à la loi.

20. La source répète que le juge chargé de l'affaire n'a tenu compte d'aucun des éléments à décharge et que le Bureau du Procureur général n'a présenté aucun élément de preuve à charge contre les inculpés. La procédure, qui serait entachée de graves omissions et contradictions, est quasiment paralysée et le manque d'indépendance et d'efficacité dont ont fait preuve les autorités d'enquête susciterait de nombreuses interrogations. Dans l'intervalle, les intéressés restent arbitrairement détenus avant jugement.

21. La source considère que leur privation de liberté est arbitraire.

Réponse du Gouvernement

22. Dans sa réponse, que le Groupe de travail accueille avec satisfaction, le Gouvernement assure en premier lieu que les enquêtes n'ont accusé ni lenteur ni retard, attendu que le délai fixé à cette fin par le Tribunal de garantie (*Juzgado de*

Garantía), qui s'achevait le 16 décembre 2012, a été respecté. Il ajoute qu'aucune preuve n'a été rejetée mais que les éléments invoqués par la défense « n'ont pas suffi à modifier ou invalider les mesures privatives de liberté prises à l'encontre des inculpés Barrios, Benítez, Castro, Castro, Olmedo, Peralta et Quintana ». Il soutient que toutes les personnes citées dans la communication « ont été appréhendées à l'intérieur de la structure où les affrontements ont eu lieu, faisant ainsi totalement tomber l'allégation d'absence de preuves ». Le Gouvernement confirme que les individus interpellés sur ordre du Procureur originellement chargé de l'action publique à l'extérieur du lieu où les faits se sont produits, c'est-à-dire en l'espèce en face de l'hôpital de Curuguaty, ont été lavés des chefs de l'acte d'accusation initial. De même, le Gouvernement fait valoir que les accusations visant un fonctionnaire du Bureau du Procureur général n'ont pas été démontrées par leurs auteurs.

23. Le Gouvernement fait également valoir que l'acte d'accusation officiel ne concernait que 14 prévenus, à l'exclusion de trois autres pour lesquels il n'existait pas d'éléments prouvant leur implication dans les faits allégués. Il fait valoir que l'audience préliminaire des inculpés devait avoir lieu le 14 février 2013.

24. Dans sa réponse, le Gouvernement ajoute avoir versé une indemnisation à la famille de tous les paysans décédés lors des incidents rapportés par la source. Il ajoute que les détenus Lucía Agüero, Felipe Nery Urbina, Luis Olmedo, Arnaldo Quintana, Alcides Ramírez et Juan Carlos Tillería ont été assignés à résidence après leur grève de la faim.

25. Le Gouvernement déclare en outre que les autorités ont surveillé de près les conditions de détention des personnes en grève de la faim et que celles qui, selon les rapports médicaux, se trouvaient en danger de mort ont été transférées en milieu hospitalier, où elles ont refusé toute assistance. Par la suite, celles qui se sont montrées le plus réticentes à cesser la grève de la faim ont été transférées dans un hôpital public et ultérieurement assignées à résidence.

26. Le Gouvernement considère que l'on ne saurait prétendre qu'aucun mandat d'arrêt n'a été délivré. Le 13 juin 2012, la représentante du ministère public de Curuguaty a demandé un mandat de perquisition concernant le lieu des faits, qui a été délivré par le juge compétent; le mandat devait permettre de vérifier si des personnes extérieures à l'exploitation s'y trouvaient et de saisir les armes qu'elles étaient susceptibles de détenir. L'ordre donné au chef des équipes de police dépêchées sur place était, selon le Gouvernement, « de mener à terme la procédure de conciliation avec les occupants ». Malgré ces instructions, les policiers ont essuyé « des tirs d'armes à feu, auxquels le chef de l'opération a immédiatement succombé, point de départ d'une série d'échanges de tirs », qui ont fait 17 morts (11 civils et 6 policiers) et 19 blessés.

27. Une enquête a été ouverte pour les chefs d'homicide volontaire, de tentative d'homicide, de lésions corporelles graves, d'association de malfaiteurs, de coercition, de coercition grave, et de violation de propriété. Au total, 45 personnes ont été inculpées.

Observations de la source

28. Dans ses observations sur la réponse du Gouvernement, la source ne nie pas, élément hautement important, que deux jours avant les faits, le juge compétent ait délivré un mandat de perquisition demandé par un membre du Bureau du Procureur concerné afin de vérifier si des personnes étrangères à l'exploitation s'y trouvaient, et ne soutient donc pas que l'opération policière avait été menée sans l'aval de la justice. La source ne nie pas non plus que les agents de police aient été attaqués par les

personnes qui avaient pénétré sur le site. Elle ne conteste pas non plus que la première victime des tirs ait été le chef de l'opération de police.

29. La source ajoute que « les personnes privées de liberté n'ont pas toutes été appréhendées sur le lieu des faits » et que « leur arrestation effectuée en l'absence de mandat délivré par l'autorité compétente rend celle-ci arbitraire ». De telles déclarations ne permettent pas au Groupe de travail d'apprécier le caractère arbitraire ou non de la détention puisqu'il ne sait pas qui a été arrêté sur le lieu des faits et qui ne l'a pas été.

30. La source évoque ensuite les noms de Miguel Ángel Correa Franco et Marcelo Trinidad Paredes, indiquant qu'ils ont été emprisonnés puis libérés. Ces informations ne sont pas non plus pertinentes aux yeux du Groupe de travail dans la mesure où ni l'un ni l'autre n'était mentionné dans la demande à l'origine de la présente affaire.

Délibération

31. La source affirme que la procédure « serait entachée de graves omissions et contradictions, qu'elle est quasiment paralysée et que le manque d'indépendance et d'efficacité dont ont fait preuve les autorités d'enquête susciterait de nombreuses interrogations. Dans l'intervalle, les personnes visées demeurent arbitrairement détenues dans l'attente de leur jugement ». Attendu que le Groupe de travail ignore de quelles « graves omissions et contradictions » il est question et ne connaît pas « les interrogations multiples auxquelles le manque d'indépendance et d'efficacité des autorités d'enquête » aurait donné lieu, il n'est pas en mesure de rendre un avis quant au caractère arbitraire ou non desdites détentions.

32. Ces imprécisions transparaissent également dans la communication originale de la source, qui affirme, notamment, que le procureur chargé de l'action publique dans cette affaire entretiendrait « des liens sociaux avec la famille Riquelme », laquelle aurait des vues sur les terres de l'exploitation en question, mais ne précise pas en quoi consisteraient ces liens sociaux ou l'incidence de ceux-ci sur les enquêtes ou d'éventuelles condamnations.

33. La communication émanant de la source indique que le 25 septembre 2012, les détenus ont entamé une grève de la faim pour protester contre la lenteur de la procédure d'enquête et les irrégularités de l'action judiciaire engagée à leur encontre. Vu la complexité de l'affaire et le grand nombre de personnes décédées, dénoncer, trois mois seulement après les faits, la lenteur de la procédure n'est pas admissible. Le droit d'être jugé sans retard excessif dépend effectivement de la nature de l'infraction, de sa gravité, de la complexité de l'enquête et d'autres éléments.

34. La source affirme que le mineur Barrios Cardoso a introduit une requête en habeas corpus qui n'aurait pas été examinée mais ne fournit pas d'informations plus détaillées sur ce point non plus que sur les raisons de cette situation.

35. Le Groupe de travail et son secrétariat ont fait tout leur possible pour se procurer auprès de la source des informations plus précises, circonstanciées et à jour sur les événements et l'état d'avancement de la procédure judiciaire, sans obtenir les résultats escomptés. Ce n'est que lors de la session durant laquelle le présent avis a été adopté que le Groupe de travail a été informé de la situation actuelle, indiquée ci-après, des personnes faisant l'objet de la communication originale, mais il ne connaît pas la date de libération des inculpés ou la date à laquelle des mesures moins restrictives ont été substituées à la détention préventive :

a) Lucía Agüero Romero, Luis Olmedo Paredes, Alcides Ramírez Paniagua, Juan Carlos Tillería, Felipe Benítez Balmori, María Fanny Olmedo et Dolores López Peralta sont assignés à résidence;

b) Le mineur de moins de 15 ans, Richard Ariel Barrios Cardozo, a été condamné le 14 février 2013 à l'issue d'une procédure accélérée en audience préliminaire mais l'on ne connaît ni l'infraction qui lui a été reprochée ni la peine prononcée ou le fondement sur lequel ce mineur de moins de 15 ans a été condamné;

c) Felipe Nery Urbina Gamarra bénéficie de mesures de substitution à la détention,

d) Néstor Castro et Adalberto Castro sont détenus en attente de jugement;

e) Les informations concernant Arnaldo Quintana sont contradictoires, puisqu'il est dit qu'il est assigné à résidence puis qu'il est détenu à la prison Coronel Oviedo en attente de son procès.

Avis

36. À la lumière de ce qui précède et conformément au paragraphe 17 c) de ses Méthodes de travail, le Groupe de travail estime nécessaire d'obtenir des informations supplémentaires tant du Gouvernement que de la source et décide de maintenir le cas à l'examen dans l'attente du complément d'information demandé.

[Adopté le 30 août 2013]
